

Introduction critique à l'*Introduction au marxisme*

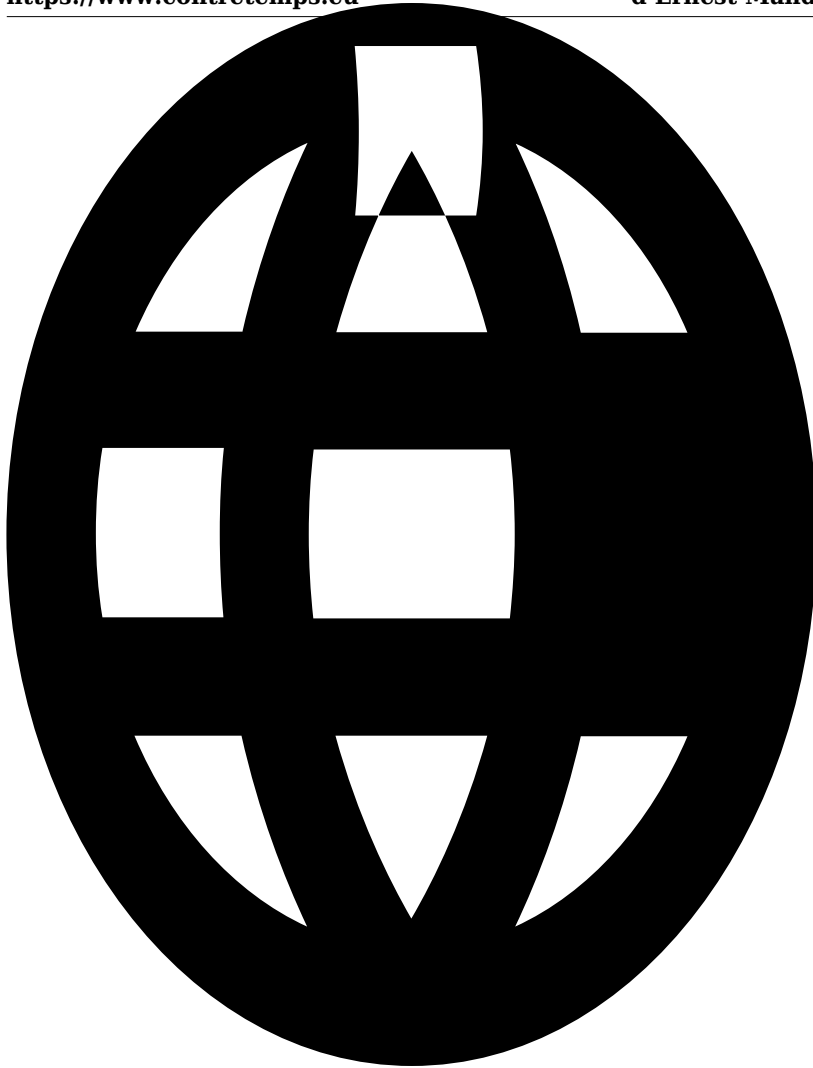
<https://www.contretemps.eu>

d'Ernest Mandel

redaction

L'Introduction au marxisme d'Ernest Mandel a été et reste pour beaucoup de militant(e)s un livre de référence. Trente ans après sa première publication, en 1974, Daniel Bensaïd revient sur l'un des ouvrages les plus lus de Mandel.

La première édition par la Fondation Léon Lesoil de cette *Introduction au marxisme* date de 1974. La date n'est pas sans importance. Après le « choc pétrolier » de 1973, Ernest Mandel a sans doute été l'un des premiers à diagnostiquer l'épuisement des « trente glorieuses » et à pronostiquer le retournement de l'onde longue de croissance consécutive à la guerre mondiale¹. Les débats au sein de la gauche et du mouvement ouvrier européens n'en demeuraient pas moins marqués par l'illusion d'un progrès illimité garanti par un compromis keynésien et un « État Providence ». Cette vision optimiste du développement historique nourrissait dans la gauche parlementaire et dans les appareils syndicaux l'espoir d'un socialisme à pas de tortue, respectueux des institutions existantes en attendant que la majorité politique finisse par rejoindre la majorité sociale, dans des pays où – comme l'avait illustré en Mai 68 la plus grande grève générale de l'histoire – le travail salarié représentait pour la première fois plus des deux tiers de la population active. *L'Introduction* de Mandel n'est donc pas un texte hors du temps. S'il vaut encore aujourd'hui par ses qualités pédagogiques dans la présentation de la genèse du capitalisme, du fonctionnement de l'économie, des crises cycliques, du développement inégal et combiné, etc., il n'en a pas moins une dimension polémique, dont certains enjeux essentiels ont été amplement confirmés par les trente années écoulées depuis sa rédaction :



Atelier Formes Vives

- La logique du capitalisme ne tend pas à une réduction progressive des inégalités, voire à leur extinction. Si ces inégalités ont paru décliner dans la période de l'après-guerre, ce n'est pas du fait de la générosité d'un capitalisme compassionnel, mais en raison des rapports de forces sociaux issus de la guerre et de la résistance, de la vague des révolutions coloniales, de la grande peur qu'avaient connue les classes dirigeantes dans les années trente et à la Libération. Depuis le début, dans les années quatre-vingt, de la contre-réforme libérale, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) enregistre d'année en année un creusement des inégalités, non seulement entre pays dits du Sud et du Nord, mais aussi entre les plus riches et les plus pauvres au sein même des pays développés, et entre les sexes malgré les acquis des luttes féminines. Non seulement « l'État social » et « l'économie mixte » n'étaient pas éternels, non seulement ils n'étaient pas la solution enfin trouvée aux contradictions et aux crises du capitalisme, mais rien, contrairement aux illusions réformistes, n'est définitivement acquis aux travailleurs aussi longtemps que les possédants détiennent la propriété des grands moyens de production et les leviers du pouvoir. Thatcher Reagan n'allaient pas tarder à le démontrer. Et G.W. Bush confirme à sa manière que l'époque reste celle des guerres et des révolutions.

- La propriété privée des moyens de production, d'échange, de communication, loin de se diluer dans l'actionnariat populaire, connaît une concentration sans précédent, et elle exerce le pouvoir effectif qui lui correspond, non seulement dans la sphère économique,

mais dans la sphère politique et médiatique. Pour quiconque n'a pas renoncé à l'urgente nécessité de « changer le monde », la transformation radicale des rapports de propriété dans le sens de l'appropriation sociale reste donc tout aussi décisive qu'à l'époque du *Manifeste communiste*. Et c'est encore plus vrai à l'heure de la globalisation, où le capital fait marchandise de tout, où la privatisation du monde s'étend à l'éducation, à la santé, au vivant, au savoir, à l'espace.

- Si l'État n'est plus seulement la « bande d'hommes armés » ou « l'État veilleur de nuit », s'il remplit de plus en plus de fonctions sophistiquées et complexes dans la reproduction sociale, une « fonction idéologique », souligne Mandel, il n'est pas pour autant une relation de pouvoir parmi d'autres (domestique, culturelle, symbolique). Il reste bel et bien le garant et le verrou des rapports de pouvoirs, le « boa constrictor » qui enserre la société de ses multiples anneaux. Il s'agit donc toujours de le briser pour ouvrir la voie à son dépérissement comme appareil spécialisé séparé de la société. Toutes les révolutions du XX^e siècle, dans les victoires comme dans les défaites, ont confirmé cette leçon majeure de la Commune de Paris.

En dépit de cette pertinence vérifiée, l'*Introduction au marxisme* de Mandel frappe par certains silences. Les années soixante-dix furent celles d'un nouvel essor planétaire des mouvements d'émancipation des femmes. La IV^e Internationale allait adopter sur la question un important document programmatique lors de son XI^e congrès mondial de 1979. Or, les rapports de genre occupent dans ce texte une place au mieux marginale. De même, alors que les préoccupations écologiques prenaient leur essor à partir notamment des mouvements contre les centrales nucléaires ou de la catastrophe de Three Miles Island, elles sont pratiquement absentes de la première édition de cette Introduction. Cela peut probablement s'expliquer - mais non se justifier - par l'optimisme humaniste et prométhéen qui cohabite alors chez Mandel avec une indiscutable lucidité sur les ambivalences du progrès technique et sur les menaces de barbarie.

Cette incohérence - ou cette contradiction - est confirmée par le rôle qu'il attribue, lorsqu'il s'agit de répondre aux défis de la transition à une société socialiste, à ce que j'appelle « le joker de l'abondance » : « Une société égalitaire fondée sur l'abondance, voilà le but du socialisme. » Cette marche à l'abondance implique une croissance des forces productives et de la productivité du travail permettant une réduction massive du temps de travail. Si cela est vrai en termes généraux, encore faut-il, sous peine de tomber dans le productivisme aveugle et l'insouciance écologique, soumettre ces forces productives elles-mêmes à un examen critique. Au demeurant, la notion d'abondance est fort problématique. La supposition d'une abondance absolue et d'une saturation de besoins naturels, apparaît en effet comme une échappatoire devant la nécessité d'établir des priorités et des choix dans l'affectation de ressources limitées : combien attribuer à la santé, à l'éducation, au logement, aux transports, comment décider de la localisation de ces investissements, etc. ? Existe-t-il une limite naturelle aux besoins en matière de santé ou d'éducation. Comme l'abondance, les besoins sont historiques et sociaux, donc relatifs. On peut considérer à bon droit que la logique de la consommation marchande suscite et nourrit des besoins artificiels, somptuaires, non nécessaires, dont une société socialiste pourrait fort bien se passer. Mais de là à prêcher l'austérité et la frugalité aux pauvres, il y a un pas que certains idéologues de la décroissance n'hésitent pas à franchir. Qui est habilité à départager les vrais et les faux besoins, les bons et les mauvais ? Certainement pas un aéroplane d'experts, mais l'arbitrage démocratique des producteurs et des usagers associés.

Or le recours au joker de l'abondance permet d'escamoter, ou du moins de simplifier, non

seulement la question des priorités sociales dans un écosystème soumis à des limites et à des seuils, mais il permet aussi de laisser dans le vague la question des institutions démocratiques d'une société de transition au socialisme. Il ne s'agit bien sûr pas de réclamer une utopie démocratique livrée avec les plans préconçus d'une cité parfaite, mais de souligner l'importance décisive des formes démocratiques dans une société où le dépérissement de l'État n'est nullement synonyme d'un dépérissement de la politique dans la simple « administration des choses » (comme a pu le suggérer une formule malencontreusement empruntée – par Engels notamment – à Saint-Simon).

On ne saurait faire à Mandel le reproche de cette sous-estimation, dans la mesure où il fut le principal rédacteur de la résolution « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », adoptée en 1979 par le XI^e congrès mondial de la IV^e Internationale. Mais le fait est que son insistance sur le thème de l'abondance tend à relativiser le rôle de la politique au profit d'une gestion technique de la distribution sans limites : « Au salariat doit se substituer la rétribution du travail par le libre accès à tous les biens nécessaires à la satisfaction des besoins des producteurs. C'est seulement dans une société qui assure à l'homme pareille abondance de biens que peut naître une nouvelle conscience sociale. » C'est à juste titre que cette question de la gratuité – du « libre accès » – non seulement de certains services sanitaires ou scolaires, mais de produits de consommation alimentaires et vestimentaires de première nécessité lui tenait particulièrement à cœur. Il en va en effet de la démarchandisation du monde et d'une véritable révolution des mentalités, mettant pour la première fois un terme à la malédiction biblique obligeant l'être humain à gagner son pain « à la sueur de son front ». Ainsi Mandel insiste-t-il : « Pareille abondance de biens n'est nullement utopique, à condition d'être introduite graduellement, et de partir d'une rationalisation progressive des besoins des hommes, émancipés des contraintes de la concurrence, de la chasse à l'enrichissement privé, et à la manipulation par une publicité intéressée à créer un état d'insatisfaction permanente chez les individus. Ainsi les progrès du niveau de vie ont déjà créé une situation de saturation de la consommation en pain, pomme de terre, légumes, certains fruits, voire produits laitiers, graisses et viande porcine, dans la partie la moins pauvre de la population des pays impérialistes. Une tendance analogue se manifeste concernant les sous-vêtements, la chaussure, les meubles de base, etc. Tous ces produits pourraient être progressivement distribués gratuitement, sans faire intervenir l'argent, et sans que cela n'entraîne d'importantes augmentations de dépenses collectives. »

Cette logique de la gratuité comme condition de dépérissement partiel des rapports monétaires reste actuelle. L'accent mis sur les conditions de « saturation de la consommation » pour la partie la moins pauvre de la population dans les pays les plus riches laisse cependant dans l'ombre le poids des inégalités planétaires et le rapport de la production à l'évolution démographique. La notion « de rationalisation progressive des besoins humains », si pertinente soit elle pour la critique du mode de vie induit par la concurrence capitaliste, ne saurait se confondre avec celle d'abondance, si ce n'est d'une abondance relative à un état de développement social donné qui ne dispense en rien de critères et de priorités dans l'usage et la distribution des richesses. La politique – donc, « la démocratie socialiste », et non « l'administration des choses » – reste alors nécessaire à la validation des besoins et à la façon de les satisfaire.

La partie la plus datée de *l'Introduction* de 1974, celle qui subit le plus mal l'épreuve des ans et des événements survenus dans le dernier quart de siècle, est incontestablement celle qui concerne le stalinisme et sa crise. Mandel y reprend l'essentiel de l'analyse de l'Opposition de gauche et de Trotski sur la contre-révolution bureaucratique en URSS et sur

ses raisons : « La réapparition d'une inégalité sociale accentuée dans l'URSS d'aujourd'hui s'explique fondamentalement par la pauvreté de la Russie au lendemain de la révolution, par l'insuffisance du niveau de développement des forces productives, par l'isolement et l'échec de la révolution en Europe pendant la période 1918-1923 ». Cette approche a le mérite de mettre l'accent sur les conditions sociales et historiques de la gangrène bureaucratique, contrairement à l'historiographie réactionnaire aujourd'hui à la mode – celle entre autre des auteurs du *Livre noir du communisme* – pour qui les grands drames historiques ne seraient que le résultat mécanique de ce qui a germé dans les cerveaux fertiles de Marx ou de Lénine, quand ce n'est pas simplement « la faute à Rousseau ». Les recherches contemporaines sérieuses étayées par l'ouverture des archives soviétiques (celles de Moshé Lewin notamment) confirment dans une large mesure la méthode de Mandel et éclairent les différentes étapes de la réaction bureaucratique en Union soviétique.

Mandel reprend l'analyse de la bureaucratie classique dans la tradition de l'Opposition de gauche au stalinisme : la bureaucratie. n'est pas « une nouvelle classe dominante » ; elle « ne joue aucun rôle indispensable dans le processus de production » ; c'est « une couche privilégiée qui a usurpé l'exercice des fonctions de gestion dans l'État et l'économie soviétiques, et s'octroie sur la base de ce monopole de pouvoir de plantureux avantages dans le domaine de la consommation. » Bien que discutable (la définition des classes – au sens large et historique, ou au sens spécifique aux sociétés modernes – n'est pas clairement établie chez Marx lui-même), la distinction entre classes fondamentales et caste bureaucratique s'efforçait de penser la singularité d'un phénomène inédit. Elle permettait d'éviter les simplifications faisant de l'Union soviétique ou de la Chine des « patries du socialisme » requérant une fidélité inconditionnelle, ou inversement les identifiant purement et simplement à une version orientale des impérialismes occidentaux.

Mais Mandel va plus loin. La bureaucratie n'est qu'une « couche sociale privilégiée du prolétariat ». En tant que telle, « elle reste adverse d'un rétablissement du capitalisme en URSS qui détruirait les fondements mêmes de ses privilèges ». L'Union soviétique demeure donc « comme au lendemain de la révolution d'octobre une société de transition entre le capitalisme et le socialisme ; le capitalisme peut y être restauré, mais au prix d'une contre-révolution sociale ; le pouvoir des travailleurs peut y être restauré, mais au prix d'une révolution politique qui brise le monopole d'exercice de pouvoir dans les mains de la bureaucratie. » Pourtant, dans les années soixante-dix, trop d'eau avait coulé sous les ponts de l'histoire, et trop de crimes avaient été commis, pour que l'on puisse revendiquer une telle continuité entre la société soviétique de Brejnev et « les lendemains de la révolution d'Octobre ». Quant à la bureaucratie au pouvoir, elle n'allait guère tarder à démontrer qu'elle n'était pas en tant que telle un « adverse » déterminé du rétablissement du capitalisme.

Même en faisant la part de l'intention didactique, ce passage de *l'Introduction* ne résiste pas à l'épreuve des faits. D'une part, en réduisant la bureaucratie à une excroissance fonctionnelle du prolétariat, Mandel exclut l'hypothèse de sa transformation en classe dominante à part entière. La désintégration de l'Union soviétique et les révolutions de velours en Europe de l'Est ont montré au contraire qu'une fraction substantielle de la bureaucratie pouvait, sur la base d'une « accumulation bureaucratique primitive », se muer en bourgeoisie maffieuse. D'autre part, la conception peu dialectique de la bureaucratie comme « excroissance parasitaire du prolétariat » fonde une alternative doublement discutable entre contre-révolution sociale et révolution politique. L'hypothèse d'une restauration du capitalisme comme « contre-révolution sociale » évoque en effet une

symétrie événementielle entre la révolution d'Octobre et cette contre-révolution. Or, et c'est l'intérêt de la notion analogique de Thermidor, une contre révolution n'est pas une révolution en sens contraire (une révolution inversée), mais le contraire d'une révolution, non pas un événement symétrique à l'événement révolutionnaire, mais un processus. En ce sens, la contre-révolution bureaucratique en Union soviétique a bien commencé dans les années vingt et l'effondrement de l'Union soviétique n'en est que l'ultime épisode.

S'il est nécessaire, à la lumière des vingt dernières années, de passer la grille de lecture de Mandel au crible de la critique, cela n'empêche pas de reconnaître qu'elle eut aussi son utilité pour s'orienter dans les tumultes du siècle. Encore faut-il aussi reconnaître qu'elle a produit des erreurs d'appréciation, notamment sur le sens de la *perestroïka* sous Gorbatchev ou sur celui de la chute du mur de Berlin. Ayant identifié dans « le déclin de la révolution internationale après 1923 » et dans l'arriération de l'économie soviétique, « les deux piliers principaux du pouvoir de la bureaucratie », Mandel en déduisait logiquement qu'avec l'essor de l'économie soviétique (symbolisée par le *Sputnik*) et la remontée de la révolution mondiale (dans les pays coloniaux, mais aussi en Europe après Mai 68), l'heure de la révolution politique allait sonner en URSS et en Europe de l'Est. La surestimation des « acquis socialistes », censés faciliter une révolution politique démocratisant des rapports sociaux déjà constitués, l'a ainsi conduit dans son livre *Où va l'URSS de Gorbatchev ?* (1989) à surestimer la dynamique de révolution politique et à sous-estimer les forces de restauration capitaliste. De même, son enthousiasme compréhensible devant le renversement du Mur de Berlin, l'a conduit à interpréter l'événement comme un retour à la tradition de Rosa Luxemburg et des conseils ouvriers, par-delà une longue parenthèse de réaction, et à sous-estimer la logique restaurationniste inscrite dans les rapports de forces internationaux. Ce n'était pas seulement de sa part une manifestation d'optimisme de la volonté, mais bel et bien une erreur de jugement tenant en partie à des racines théoriques.

Sa vision s'appuyait sur la conception, partagée au sein de la IV^e Internationale depuis son congrès de 1963, d'une convergence entre les « trois secteurs de la révolution mondiale » : la révolution démocratique dans les pays coloniaux, la révolution sociale dans les métropoles impérialistes, la révolution politique antibureaucratique dans les pays capitalistes développés. Dans les années soixante, cette perspective ne manquait pas d'indices factuels : onde de choc de la révolution chinoise, victoire de la révolution cubaine et des luttes de libération en Algérie, en Indochine, et dans les colonies portugaises ; soulèvement antibureaucratique de Budapest en 1956, printemps de Prague en 1968, luttes antibureaucratiques en Pologne ; reprise des luttes sociales et des grands mouvements grévistes en France, Italie, Grande-Bretagne dans les années soixante ; ébranlement des dictatures franquiste et salazariste.

Au milieu des années soixante-dix, avec le coup d'arrêt de 1975 à la révolution portugaise, avec la transition monarchique en Espagne, avec la déchirure entre le Vietnam et le Cambodge, avec le tournant vers l'austérité des gauches européennes, avec la normalisation en Tchécoslovaquie puis le coup d'État en Pologne, les vents avaient commencé à tourner, et les « trois secteurs », loin de converger harmonieusement, avaient commencé à diverger. Les forces centrifuges l'emportaient... Les luttes bureaucratiques à l'Est ne se menaient plus au nom des conseils ouvriers ou de l'autogestion (« rendez-nous nos usines ! ») comme ce fut encore le cas en 1980 lors du congrès de Solidarnosc, mais se nourrissaient des mirages de la société de consommation occidentale. Le reflux inégal des révolutions sociales profanes annonçait la vague contraire des « révolutions de velours » et autres « révolutions sacrées », dont Foucault perçut l'un des premiers l'importance lors de la révolution iranienne de 1979.

Partant d'une formule fameuse de Trotski dans le *Programme de transition*, selon laquelle « la crise de l'humanité » se réduit à la crise de sa direction révolutionnaire, Mandel a souvent recours, pour rendre compte d'un cours imprévu des événements, à la notion de retard. Les conditions objectives de la révolution seraient presque toujours mûres, voire blettes. Ne manquerait que le « facteur subjectif » défaillant, ou, du moins, retardant considérablement par rapport à l'heure juste de l'histoire. Si les idées anciennes continuent à dominer le mouvement ouvrier, « c'est dû à la force d'inertie de la conscience qui retarde toujours sur la réalité matérielle ». Cette idée d'un retard imputable à « la force d'inertie de la conscience » est étrange. Certes, l'oiseau de sagesse est réputé ne prendre son envol qu'au crépuscule, mais les difficultés de la conscience de classe tiennent bien plus aux effets de l'aliénation du travail et du fétichisme de la marchandise qu'à un temps de latence somme toute rassurant, puisqu'il suggère que la conscience viendra peut-être tard, mais qu'elle viendra nécessairement... À moins qu'elle ne vienne trop tard ?

La notion de « retard », comme celle de « détour » aussi fréquemment utilisée par Mandel, présuppose une conception normative discutable du développement historique. Elle introduit en outre une relation problématique (peu dialectique, quoi qu'en dise Mandel dans la partie méthodologique de son Introduction – chapitres XVI et XVII sur la dialectique matérialiste et le matérialisme historique) entre les « conditions objectives » et les « conditions subjectives » de l'action révolutionnaire. Comment expliquer, si les conditions objectives sont aussi propices qu'on l'affirme, que le facteur subjectif soit aussi infidèle à la plupart de ses rendez-vous ? Un tel divorce entre les deux risques de conduire à une paranoïa de la trahison : si le facteur subjectif n'est pas ce qu'il devrait être, ce n'est pas en fonction de certaines limites relatives de la situation et de rapports de force effectifs, mais parce qu'il est sans cesse trahi de l'intérieur. Les capitulations, voire les trahisons, bien réelles des directions bureaucratiques du mouvement ouvrier ont certes coûté fort cher à l'humanité au siècle passé (et lui coûteront encore fort cher), mais en faire le facteur explicatif principal ou exclusif des désillusions et défaites du XX^e siècle aboutit presque inévitablement à une vision policière de l'histoire à laquelle les organisations trotskistes n'ont pas toujours échappé.

Mandel est heureusement bien plus nuancé. Ainsi enrichit-il sa notion de conditions objective, « indépendantes du niveau de conscience des prolétaires et des révolutionnaires », en y incluant « les conditions matérielles et sociales » (la force du prolétariat) et « les conditions politiques », à savoir l'incapacité des classes dominantes à gouverner et le refus des classes dominées à se laisser gouverner. Ainsi revisitées, les « conditions objectives » incluent une forte dose de subjectivité. Ne reste d'ailleurs plus aux conditions dites subjectives, que le niveau de conscience de classe du prolétariat et le niveau de force de « son parti révolutionnaire ». Elles tendent ainsi à se réduire à l'existence, à la force, à la conscience, à la maturité de son avant-garde, détachées des médiations complexes de la lutte des classes et des institutions. C'est la voie ouverte à un volontarisme exacerbé, qui est à la volonté révolutionnaire ce que l'individualisme est à l'individualité libérée.

Le risque de réduire le problème des révolutions modernes à la seule volonté de leur avant-garde est compensé chez Mandel par une confiance sociologique dans l'extension, l'homogénéité, et la maturité croissantes du prolétariat dans son ensemble. Même s'il lui arrive de concéder que « la classe ouvrière n'est pas entièrement homogène du point de vue des conditions sociales de son existence », la tendance à l'homogénéité l'emporte de loin à ses yeux. Elle est censée surmonter quasi spontanément les divisions internes et les effets de la concurrence sur le marché du travail : « Contrairement à une légende

largement répandue, cette masse prolétarienne, bien que fortement stratifiée, voit son degré d'homogénéité largement accroître et non décroître. Entre un ouvrier manuel, un employé de banque et un petit fonctionnaire public, la distance est moindre aujourd'hui qu'elle ne le fut il y a un demi-siècle ou un siècle, en ce qui concerne le niveau de vie, et en ce qui concerne l'inclination à se syndiquer et à faire grève, et en ce qui concerne l'accès potentiel à la conscience anticapitaliste. »

En relisant un tel passage, il convient, ici encore, d'avoir en tête son contexte social et ses enjeux polémiques. Face aux mutations de la division et de l'organisation du travail qui accompagnaient l'onde longue de croissance, la question était posée de savoir s'il s'agissait de la formation d'une nouvelle classe ouvrière et d'une extension du prolétariat, ou au contraire de l'apparition massive d'une nouvelle petite bourgeoisie. Les alliances de classe et de formation d'un nouveau bloc historique soulèveraient alors des questions stratégiques nouvelles, comme le soutenaient alors certains textes de Poulantzas, de Baudelot et Establet, où certains courants maoïstes empressés de trouver un équivalent européen au « bloc des quatre classes » cher au président Mao.

Mandel soutenait que la situation des employés dits du tertiaire se rapprochait de la condition ouvrière, du point de vue la forme (salariale) et du montant moyen du revenu, de leur place subalterne dans la division du travail, de leur exclusion de l'accès à la propriété. Ce rapprochement matériel était confirmé par un rapprochement culturel, et vérifié par le comportement des nouvelles couches salariées dans les luttes de 68 en France ou du Mai rampant italien : l'ancien antagonisme sourd entre les bleus de travail et les blouses grises, entre l'atelier et le bureau, s'effaçait devant les solidarités dans les luttes communes contre l'exploitation et l'aliénation.

Si l'argument de Mandel était justifié sociologiquement et stratégiquement (le problème principal était le rassemblement des travailleurs eux-mêmes et non la recherche d'une alliance de classe ou d'une nouvelle mouture de front populaire face au « capitalisme monopoliste d'État), il transformait en tendance historique irréversible la situation particulière créée par le capitalisme industriel de l'après-guerre et son mode spécifique de régulation. Il reprenait ainsi à son compte le pari sociologique de Marx, pour qui les difficultés stratégiques de la révolution sociale finiraient par se résoudre grâce au développement de la grande industrie et à la concentration croissante du prolétariat dans de grandes unités de production, elle-même propice à un essor du mouvement syndical, à un renforcement des solidarités, et à une élévation de la conscience politique. Si telle parut bien être la tendance des années soixante et du début des années soixante-dix, la riposte du capital est vite venue avec l'offensive libérale. Loin d'être irréversible, l'homogénéisation tendancielle fut minée par les politiques de déconcentration des unités de travail, d'intensification de la concurrence sur le marché mondialisé du travail, d'individualisation des salaires et du temps de travail, de privatisation des loisirs et du mode de vie, de démolition méthodique des solidarités et des protections sociales.

Autrement dit, loin d'être une conséquence mécanique du développement capitaliste, le rassemblement des forces de résistance et de subversion de l'ordre établi par le capital est une tâche sans cesse recommencée dans les luttes quotidiennes, et dont les résultats ne sont jamais définitifs.

Ainsi qu'il le soulignait dès son avant-propos, Mandel accordait une importance majeure aux chapitres méthodologiques sur la dialectique matérialiste et sur la théorie du matérialisme historique. Ce type d'exposé général a ses vertus pédagogiques. Les fameux *Principes élémentaires de philosophie* de Georges Politzer ont ainsi contribué à initier, de

par le monde, des dizaines ou des centaines de milliers de militants qui n'étaient pas des intellectuels de formation à des questions théoriques fondamentales. Mais, pour Mandel comme pour Politzer, la vulgarisation pédagogique a son prix. Elle donne à la présentation d'une théorie une tournure de manuel, un tantinet doctrinaire, et tend à présenter des lois universelles abstraites – « la dialectique en tant que logique universelle du mouvement et de la contradiction », écrit Mandel – surplombant leurs champs de validité spécifiques. Ainsi, s'il est abstraitement juste que « nier la causalité, c'est en dernière analyse nier la possibilité de la connaissance », une affirmation aussi générale ne dit rien sur les nombreuses questions que soulève la notion même de causalité et sur les différents modes de causalité, irréductibles à la seule causalité mécanique inspirée de la physique classique. Ainsi encore, définir la dialectique comme « la logique du mouvement » et des formes de passage d'un état à un autre, tend à en faire une logique formelle, détachée des contenus, un système de lois générales régissant les singularités à l'œuvre dans le monde réel.

Il y a là, bien sûr, matière à une discussion qui excéderait de loin les limites de cette introduction critique à *L'Introduction au marxisme*. Il n'est cependant pas superflu de signaler que ses enjeux sont loin d'être négligeables. Le chapitre de Mandel sur la dialectique s'achève sur l'idée que « la victoire de la révolution socialiste mondiale, l'avènement d'une société sans classe, confirmeront en pratique la validité de la théorie marxiste révolutionnaire ». La formule est pour le moins aventureuse. Si la victoire doit confirmer la validité d'une théorie, l'accumulation de défaites est réciproquement censée l'infirmier. Mais, qu'est-ce que vaincre historiquement ? À quelle échelle de temps ? Qui est le juge ? Selon quels critères ? Les questions s'enchaînent et se bousculent, qui renvoient en dernière instance à l'idée que l'on se fait de la science et de la vérité scientifique, ou du rapport entre vérité et efficacité². C'est là une autre et – très – longue histoire.

L'Introduction au marxisme de Mandel, les interrogations et les critiques qu'elle peut susciter trente ans après sa première publication, sont révélatrices d'une époque et des rapports d'un révolutionnaire avec son temps. Roland Barthes put écrire de Voltaire qu'il fut « le dernier écrivain heureux », dans la mesure où il pouvait exprimer la vision du monde d'une bourgeoisie en plein essor, encore capable de croire en toute bonne conscience représenter l'avenir d'une humanité éclairée et libérée. De même pourrait-on dire d'Ernest Mandel qu'il fut l'un des derniers révolutionnaires heureux. La formule pourrait surprendre ou choquer, s'agissant d'un militant qui a connu les épreuves de la guerre et de la captivité, qui a été le témoin des tragédies du siècle des extrêmes, qui a dû combattre toute sa vie durant à contre-courant des vents dominants. Il fut pourtant un révolutionnaire heureux dans la mesure où, malgré les défaites et les désillusions, il conservait intacte la confiance des pionniers du socialisme dans l'avenir de l'humanité, et l'optimisme qui fut le leur, au seuil d'un XX^e siècle qui annonçait la fin des guerres et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour Ernest, humaniste classique et homme des Lumières, les désillusions du vingtième siècle n'avaient été qu'un long détour, ou un fâcheux retard, qui ne remettaient pas en cause la logique du progrès historique. Cette conviction obstinée fait tout à la fois sa grandeur et sa faiblesse.

25 juillet 2007

références

références

↑1 Ernest Mandel, *La Crise*, Paris, Champs Flammarion, 1978.

La citation de Mandel rejoint dans une certaine mesure le critère de scientificité théorique retenu par Popper, celui de la réfutabilité (ou de « falsifiabilité » : une théorie ne peut être dite scientifique que si elle s'expose aux démentis (réfutations) de la pratique. C'est pourquoi, la théorie de Marx comme celle de Freud, qui survivent aux démentis de leurs pronostics ou à leurs échecs thérapeutiques, ne sauraient prétendre à un quelconque titre de scientificité. L'argument repose sur une série de présupposés discutables, concernant aussi bien le rapport entre sciences sociales et sciences exactes, que les différentes formes de causalité.